

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE
BUDGET PRIMITIF 2024

SOMMAIRE

1	PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2024.....	P. 3
2	EQUILIBRE GENERAL BUDGET 2024.....	P. 5
3-A	RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	P. 6
3-B	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	P. 15
4	BUDGET D'INVESTISSEMENT 2024.....	P. 20
5	PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS ET RATIOS.....	P. 27

L'ELABORATION DU BUDGET 2024 :

Cette partie du rapport présente les principales caractéristiques du projet de budget pour 2024 soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Il fait suite au débat portant sur les orientations budgétaires de 2024 présenté au Conseil Municipal du 20 février dernier.

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) les principales dispositions du budget 2024 ;
- 2) l'équilibre général du fonctionnement ;
- 3) l'équilibre général de l'investissement.

1) PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2024

Pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement, dans les principales informations, le nouveau mode de calcul des révisions des bases locatives instauré en 2018 a abouti à une augmentation de l'ordre de 3,9 % pour l'évolution forfaitaire des bases locatives de taxe foncière.

La volonté municipale étant de maintenir de nouveau les taux communaux, comme cela a été systématiquement le cas depuis 2009, notre prospective d'évolution du produit fiscal de la Ville en 2024 est donc limitée à celle de la revalorisation forfaitaire.

Autre élément essentiel dans notre construction budgétaire, les droits de mutation qui ont connu en 2023 une chute de produit attendue mais néanmoins importante (**18,50 %**) ; nous avons décidé sur 2024 d'inscrire un produit légèrement inférieur à celui perçu en 2023 soit **3 800 K€**.

Pour toutes les autres recettes hors fiscalité, très peu de variations sont prévues, les enveloppes inscrites étant maintenues à celles du produit perçu l'exercice précédent, car nous considérons aujourd'hui que dans un environnement contraint et très incertain une estimation prudentielle de nos recettes doit être une ligne qui nous conduit.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, les recettes connaissant peu d'évolution, il a été également nécessaire de les contraindre.

Il est ainsi que dans un premier temps il avait été même envisagé une réduction des enveloppes affectées au fonctionnement des services.

Néanmoins, compte tenu des besoins et d'un contexte qui reste relativement inflationniste en terme de prix, cette hypothèse a été revue pour finalement s'établir à un volume de crédits inscrits sensiblement constant par rapport aux réalisations de 2023, voire même légèrement réévalué (+ 0,84 %).

Pour les charges de personnel, poste le plus impacté ces dernières années avec les revalorisations successives du point d'indice décidées par le gouvernement sans qu'aucune compensation soit prévue pour les collectivités, il fera l'objet de toutes les attentions d'autant plus que de nouvelles revalorisations sont déjà prévues au niveau réglementaire.

En tenant compte de tous ces éléments imposés mais également des perspectives de recrutement, notre estimation d'évolution de la masse salariale s'établit à environ **3,2 %** en 2024 par rapport à 2023.

Sur le poste des subventions nous avons tenu compte des revalorisations participatives sollicitées par le SDIS (+ **4,23 %**) d'une part et le CCAS (+ **5,15 %**) d'autre part, même si pour ce dernier des échanges réguliers auront lieu tout au long de l'année pour trouver des postes d'optimisation.

Pour les associations, l'année 2023 avait été marquée par une augmentation très conséquente de leurs subventions, ces dernières devant faire face comme la collectivité à une forte pression inflationniste ; il a donc été nécessaire de revoir les participations de la ville pour maintenir les activités.

Sur 2024, compte tenu du niveau d'inflation qui devrait être revu à la baisse, le volume des subventions est maintenu relativement constant.

Dans les éléments connaissant une très forte évolution par rapport à 2023, le prélèvement SRU avec une augmentation relative qui atteint quasiment 90 %, la commune étant désormais carencée.

Enfin, la forte pression à la hausse subie sur les taux d'intérêt avait eu pour conséquence une augmentation de près de 40 % entre 2022 et 2023 de nos charges financières.

Sur 2024 en revanche, la baisse de notre encours de dette et la relative stagnation des taux d'intérêt, voire leur légère déflation, devrait avoir pour conséquence une baisse toute relative de nos charges, soit - **3,35 %**.

Dans la suite logique des budgets primitifs précédents, notre épargne brute est anticipée à la baisse en 2024, soit **6 871 K€**.

Nous restons néanmoins sur une hypothèse et nous devons donc mesurer notre analyse dans la mesure où tous les ans, le résultat d'exécution est bien meilleur que celui prévu, comme cela a été encore le cas sur 2023 où le niveau d'épargne brute du compte administratif a atteint **9 864 K€** pour **6 539 K€** prévus au budget primitif.

En investissement, conformément à notre politique volontariste, nos inscriptions en dépenses d'équipement sont prévues à **15 666 K€**.

L'emprunt prévisionnel s'établit à **6 505 K€**, alors que le remboursement en capital de la dette s'élève à **8 180 K€**.

Cet équilibre du budget nous permettra une nouvelle fois d'afficher une baisse de notre volume de dette pour **1 675 K€**, cet objectif étant moins ambitieux que nos réalisations des années précédentes compte tenu d'une part de nos besoins en investissement, d'autre part de la réduction importante de notre encours déjà réalisée (- 23 % en 8 exercices budgétaires).

Sachant que notre volume de dette s'établissait à **77 783 K€** au 31 décembre 2023, il pourrait atteindre **76 108 K€** au 31 décembre de cette année, soit un niveau atteint au-delà des objectifs que nous nous étions fixés avec la Chambre Régionale des Comptes **80 000 K€** au 31 décembre 2025.

2) EQUILIBRE GENERAL BUDGET 2024

RECETTES ET DEPENSES REELLES

Montants en K Euros	Prévisions	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	71 694		3 455	75 149
Dépenses réelles de fonctionnement	64 823			64 823
Solde	6 871		3 455	10 326
Recettes réelles d'investissement	21 113	3 938		25 051
Dépenses réelles d'investissement	26 338	3 938	5 101	35 377
Solde	-5 225	0	-5 101	-10 326

RECETTES ET DEPENSES REELLES ET ORDRE

Montants en K Euros	Prévisions	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	72 194		3 455	75 649
Dépenses de fonctionnement	75 649			75 649
Solde	-3 455		3 455	0
Recettes d'investissement	32 389	3 938		36 327
Dépenses d'investissement	27 288	3 938	5 101	36 327
Solde	5 101	0	-5 101	0

3) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes et dépenses réelles de fonctionnement

Montants en K Euros	Prévisions	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	71 694		3 455	75 149
Dépenses réelles de fonctionnement	64 823			64 823
Solde	6 871		3 455	10 326

Recettes et dépenses réelles et d'ordre de fonctionnement

Montants en K Euros	Prévisions	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	72 194		3 455	75 649
Dépenses de fonctionnement	75 649			75 649
Solde	-3 455		3 455	0

Il est rappelé que pour les comparatifs, les montants inscrits en 2023 sont ceux du compte administratif, en 2024 ceux du budget primitif.

A) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- Les impôts et taxes (hors 731)

Le passage à la M 57 implique la subdivision du chapitre 73 de la M14 en deux chapitres, le premier enregistrant les postes liés à la fiscalité reversée, le second reprenant toutes les autres recettes.

Pour l'attribution de compensation, l'année 2023 avait enregistré notamment le transfert des services techniques et la fin du correctif effectué sur le transfert de la gestion des eaux pluviales urbaines, ces deux éléments ayant entraîné la baisse de l'attribution de compensation de 1 612 K€.

Pour 2024, cette dernière sera amenée de nouveau à évoluer avec le transfert des charges de la gratuité du transport pour les personnes âgées, dont le montant prélevé sur l'attribution de compensation représentait 157 K€.

En revanche, la création du service commun du parc automobile n'aura pas de conséquence sur l'attribution de compensation, même si le personnel est transféré à la communauté d'agglomération ; les charges étant directement refacturées, elles impacteront les mêmes postes de charges que ceux de 2023.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Attribution de compensation	12 901	13 058	157	1,22%
FNGIR	157	157	0	0,00%
Total impôts et taxes	13 058	13 215	157	1,20%

- La fiscalité directe locale (731)

Il est rappelé que depuis 2023, en plus des taux votés sur le foncier bâti et non bâti, les communes se doivent de délibérer sur le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Pour l'équilibre budgétaire 2024, il vous est proposé de maintenir une nouvelle fois les taux de fiscalité communaux :

- foncier bâti : 30,07 % ;
- foncier non bâti : 14,70 % ;
- Habitation résidences secondaires : 18,90 %.

Il est rappelé à titre de comparaison que dans un environnement de plus en plus contraint financièrement et une conjoncture de plus en plus défavorable, sur 191 communes dont la population est supérieure à 40 000 habitants, 34 avaient décidé en 2023 d'augmenter leurs taux de taxe foncière sur le bâti depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, soit environ 18 % d'entre elles.

Force est de constater que pour la Ville de Grasse, le budget primitif 2024 a été élaboré avec des taux de nouveau maintenus constants pour la quinzième année consécutive, la dernière réévaluation datant de 2009.

L'hypothèse retenue est celle d'une évolution de 3,9 % du produit fiscal, soit strictement identique à celle de la revalorisation forfaitaire des bases fiscales, aucune évolution physique n'étant retenue par prudence ; seuls les rôles supplémentaires sont majorés de 50 K€ par rapport à 2023 (ce qui explique la progression du produit de 4,02 % entre 2023 et 2024).

En ce qui concerne le produit lié à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, les bases de calcul permettant de déterminer les valeurs locatives ayant évolué sensiblement en 2022 et 2023, des anomalies de taxation ont été relevées.

Un recours gracieux a été engagé par la Ville basé sur une analyse des bases fiscales, une perte de produit estimé à 200 K€ pour la collectivité ayant été relevée.

Néanmoins la récupération de ce produit étant incertaine, il n'a pas été inscrit. C'est ainsi que pour 2024, la réévaluation du produit fiscal pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires a été limitée comme celle du foncier à la revalorisation forfaitaire.

Pour les droits de mutation, produit extrêmement dynamique mais dont l'évolution est aléatoire nous l'avons maintenu à un niveau de produit légèrement inférieur à celui perçu sur 2024 (- 1,58 %).

Cette recette fera néanmoins l'objet de toutes les attentions, dans ce sens des corrections sur les crédits ouverts pourront être apportées durant l'exercice budgétaire en fonction du rythme d'encaissement constaté et ce afin de coller au plus proche de la réalité.

Pour les autres taxes, nous anticipons une hausse de taxe de séjour notamment avec l'encaissement de recettes de 2023 qui ont fait l'objet de décalage dans le versement dans le calendrier.

Produit total fiscalité	37 978	39 504	1 526	4,02%
Droits de place	29	25	-4	-13,79%
Taxes sur les pylônes électriques	34	35	1	2,94%
Taxe consommation finale électricité	1 448	1 430	-18	-1,24%
Taxe de séjour	351	400	49	13,96%
Produit des jeux	26	100	74	284,62%
Taxe locale publicité extérieure	279	285	6	2,15%
Droits de mutation	3 861	3 800	-61	-1,58%
Total fiscalité directe locale	44 007	45 579	1 572	3,57%

- Les dotations et participations

Comme en 2023, l'enveloppe globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux communes et aux intercommunalités progresse avec une enveloppe complémentaire de 220 millions d'euros en 2024 et un abondement supplémentaire destiné principalement aux dotations de péréquation.

Pour Grasse, les effets de cette majoration n'auront pas d'effet bénéfique sur la dotation de la Ville.

Pour la dotation forfaitaire dont le volume dépend essentiellement de la population, nous ne la faisons pas évoluer à la hausse.

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, même si chaque année il est procédé à une actualisation des données propres de la commune ainsi que celles de moyennes de références démographiques, de façon à ce qu'une nouvelle valeur de l'indice synthétique et un nouveau rang de classement soient déterminés, nous considérons que l'évolution du classement de la Ville défavorable laisse présager une non-couverture par ce dispositif, tel est le cas depuis 2017.

En ce qui concerne la Dotation Nationale de Péréquation, nous pourrions être concernés par une perte de ressources si les potentiels fiscaux et financiers de la Commune venaient à progresser plus que la moyenne des évolutions constatées pour l'ensemble des communes.

Néanmoins, même si nous ne disposons pas d'éléments concrets sur le sujet à ce jour, rien ne laisse présager que ce sera le cas pour 2024, dans ce sens cette dotation est maintenue constante.

Pour les autres recettes, peu d'évolution.

Pour les participations CTG, ces dernières sont désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal.

Pour le FCTVA, son éligibilité est liée aux dépenses d'entretien sur les bâtiments publics et sur la voirie, son montant laisse donc peu de places à l'incertitude.

Pour la dotation générale de décentralisation, elle est liée avec les compétences transférées par l'Etat aux communes, en particulier le service communal d'hygiène et de santé et l'état civil pour l'instruction des passeports biométriques.

Les montants perçus qui avaient pour objectif de couvrir les charges transférées aux collectivités ne connaissant pas d'évolution, ils entraînent de facto un décalage entre les dépenses et les recettes, ces dernières étant désormais largement inférieures aux charges.

Pour les dotations qui ont une durée limitée, celle versée par la DRAC pour le personnel de la Médiathèque afin d'étendre les heures d'ouverture ; cette dernière connaîtra un dernier versement sur l'exercice 2025.

Pour les participations du département et de la Région, celles-ci dépendant fortement de l'activité événementielle, leurs volumes évolueront en adéquation, nous avons néanmoins souhaité les inscrire dans un premier temps pour un montant sensiblement équivalent à celui de 2023.

En ce qui concerne les participations des communes du Groupement FP (fiscalité propre) ou hors groupement, elles sont occasionnées par les enfants non grasseois scolarisés dans les écoles grasseois.

Ces participations sont conventionnées avec chaque commune concernée et font l'objet d'une mise à jour à chaque année scolaire pour les ajuster en fonction des effectifs concernés.

Dans les autres recettes constituant ce chapitre, nous n'anticipons pas d'évolution notable en dehors des allocations compensatrices que nous faisons évoluer dans les mêmes proportions que celles des bases fiscales, soit 3,9 %.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Dotation forfaitaire	3 981	3 950	-31	-0,78%
Dotation nationale de péréquation	613	600	-13	-2,12%
FCTVA	102	100	-2	-1,96%
Dotations générales de décentralisation	468	465	-3	-0,64%
Participation département et région	104	100	-4	-3,85%
Communes du GFP	66	65	-1	-1,52%
Communes hors GFP	41	45	4	9,76%
Participations CEJ- CTG et autres	641	620	-21	-3,28%
Autres participations (péricolaire...)	128	130	2	1,56%
Allocations compensatrices DC RTP, TFS, FNGIR	1 494	1 552	58	3,90%
Total Dotations	7 638	7 627	-11	-0,14%

- Les produits des services

Les produits retracés dans ce chapitre représentent les produits du domaine et des activités.

Tous les domaines d'activités sont concernés dans la mesure où ces derniers sont générateurs de revenus.

Nous notons que ce produit a connu une évolution assez dynamique ces dernières années, dynamique principalement portée par les revalorisations de redevances et de tarifs divers liés à l'occupation du domaine public.

Il est certain par ailleurs que le développement de l'activité événementielle et culturelle doit amener des résultats.

La commune reste cependant confrontée à une relative faiblesse structurelle de ses produits, dans ce sens nous nous basons sur des hypothèses prudentielles dans notre prospective avec des produits qui progressent peu pendant la période.

Dans les recettes à mettre en exergue, celles du stationnement de surface avec la reprise d'une gestion communale en 2017, qui a néanmoins fortement évolué depuis par la mise en place de la dépénalisation du stationnement de surface, qui s'est traduite notamment pour les communes par la gestion des amendes (forfait post-stationnement).

Sur ce dernier d'ailleurs, l'année 2023 a été marquée par une légère régression des produits sur ce poste, à mettre probablement en relation avec le redéploiement de certains personnels.

Autre élément important, les remboursements de personnels eux aussi en augmentation, avec la mise en commun des ressources et compétences permettant ainsi plus de transversalité entre la Ville et ses satellites, nous pensons notamment à la Régie des Parkings et au Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, même si pour ce dernier les services techniques, soit les personnels les plus concernés, ont été transférés à la communauté d'agglomération.

Enfin, dans les évolutions notables de ces dernières années, celle liée à la prise en charge par la commune des repas et goûters des centres de loisirs, qui augmente en conséquence le poste des remboursements de frais par d'autres redevables, ces derniers étant remboursés par les gestionnaires de cette activité.

Toujours sur ce poste, la mise à disposition de personnel par la Ville aux associations étant désormais valorisée (les subventions étant majorées en conséquence), les remboursements sont majorés pour un montant équivalent, l'objectif étant de retrouver un équilibre budgétaire et pour la Ville et pour l'association.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%	
Concessions cimetières	116	120	4	3,45%	
Redevances domaine public commercial	66	70	4	6,06%	
Redevance occupation domaine public	205	210	5	2,44%	
Autres droits de location	15	15	0	0,00%	
Redevances de stationnement	371	380	9	2,43%	
Forfaits post stationnement	173	175	2	1,16%	
Autres redevances et recettes diverses	234	235	1	0,43%	
Redevances à caractère culturel	229	230	1	0,44%	
Redevances à caractère sportif	3	5	2	66,67%	
Redevances à caractère de loisirs	196	200	4	2,04%	
Redevances à caractère social	14	20	6	42,86%	
Autres prestations de services	6	10	4	66,67%	
Mise à dispo GFP rattachement	123	125	2	1,63%	
Mise à dispo autres organismes	36	40	4	11,11%	
Remboursement de frais collectivité de rattachement	96	100	4	4,17%	
Remboursements de frais d'autres redevables	605	670	65	10,74%	
Produits activités annexes	7	10	3	42,86%	
Total produits des services	2 496	2 615	119	4,77%	

- Les remboursements de personnels

Sur le poste de remboursement des frais de personnel (atténuations de charges), le volume inscrit, soit 400 K€, est maintenu à celui généralement constaté sur les comptes administratifs précédents.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Remboursements de personnels	424	400	-24	-5,66%

- Les produits de gestion courante

Tel était le constat de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport, la Ville reste confrontée à une faiblesse relative de ses ressources, dont une partie est forcément imputable à des contrats anciens comme certains baux emphytéotiques générant des recettes plus que modestes.

C'est ainsi que comme cela est le cas sur l'ensemble des tarifs de la commune, des travaux ont été engagés sur la revalorisation des redevances des délégations de service public.

Pour le golf de Saint Donat, la redevance a été actualisée en 2023 pour quasiment doubler.

Sur le Golf de la Grande Bastide à Châteauneuf de Grasse, il est prévu que le concessionnaire s'acquitte d'une redevance de base forfaitaire dont le montant évolue de 100 K€ à 180 K€ en fonction du calendrier des travaux réalisés, mais également d'une redevance variable indexée sur le chiffre d'affaires.

Particularité sur ce chapitre avec le passage en M57, la majorité des opérations dites exceptionnelles comptabilisées sur le chapitre correspondant sont désormais intégrées avec les produits de gestion courante.

Le principal poste concerné est celui des produits exceptionnels divers, qui sur 2023 a vu son volume fortement revalorisé par le remboursement du sinistre de la Médiathèque notamment ; les inscriptions pour les années 2024 seront par définition largement revues à la baisse, même si par leur caractère exceptionnel ces produits restent impossibles à évaluer.

Dans ce sens, nous avons inscrit un volume en cohérence avec les résultats des réalisations de ces dernières années.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Revenus des immeubles	833	835	2	0,24%
Redevances concessions	233	235	2	0,86%
Autres produits opérations de gestion	25	30	5	20,00%
Produits exceptionnels divers	2 641	400	-2 241	-84,85%
Total Produits de gestion courante	3 732	1 500	-2 232	-59,81%

- Les produits financiers

Ce poste de recettes est principalement constitué par le fonds de soutien perçu par la Ville avec la réalisation d'une opération de désensibilisation, les autres produits concernent les remboursements d'emprunts de la CAPG et les produits des swaps.

Les remboursements de la Communauté d'Agglomération sont liés avec les transferts de compétence occasionnant la mise à disposition d'équipements dont une partie ont été financés par des emprunts.

Elles ont concerné les opérations suivantes :

- Le Musée International de la Parfumerie ;
- L'escrime ;
- Le campus universitaire.

Enfin, le dernier poste enregistré sur ce chapitre concerne le produit réalisé par les instruments financiers appelés « swaps ».

Ces produits étant principalement des produits dits « hors charte ou complexes », la Ville faisant de la désensibilisation de sa dette une priorité, elle s'est attachée depuis 2014 à sortir de ces produits quand des opportunités se présentaient.

Pour cette raison, les enjeux en terme de volumes financiers se sont largement réduits depuis au fur et à mesure des années.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	70	41	-29	-41,43%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%
Produits activités annexes	14	15	1	7,14%
Total produits financiers	706	678	-28	-3,97%

- Les produits exceptionnels et provisions

Le passage en M57 résume les produits exceptionnels aux opérations purement comptables concernant des écritures de régularisations.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Autres produits exceptionnels	79	80	1	1,27%

Récapitulatif des recettes réelles fonctionnement

Les recettes de cessions foncières sont traitées en investissement sur 2024 dans la mesure où les ouvertures de crédits sont enregistrées sur cette section au budget primitif.

Au compte administratif 2023, elles sont en revanche traitées en fonctionnement en produit exceptionnel.

Dans ce sens, les recettes supplémentaires perçues viendront majorer d'autant notre résultat de fonctionnement.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Attribution de compensation	12 901	13 058	157	1,22%
FNGIR	157	157	0	0,00%
Total impôts et taxes	13 058	13 215	157	1,20%
Produit total fiscalité	37 978	39 504	1 526	4,02%
Droits de place	29	25	-4	-13,79%
Taxes sur les pylônes électriques	34	35	1	2,94%
Taxe consommation finale électricité	1 448	1 430	-18	-1,24%
Taxe de séjour	351	400	49	13,96%
Produit des jeux	26	100	74	284,62%
Taxe locale publicité extérieure	279	285	6	2,15%
Droits de mutation	3 861	3 800	-61	-1,58%
Total fiscalité directe locale	44 007	45 579	1 572	3,57%

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Dotation forfaitaire	3 981	3 950	-31	-0,78%
Dotation nationale de péréquation	613	600	-13	-2,12%
FCTVA	102	100	-2	-1,96%
Dotations générales de décentralisation	468	465	-3	-0,64%
Participation département et région	104	100	-4	-3,85%
Communes du GFP	66	65	-1	-1,52%
Communes hors GFP	41	45	4	9,76%
Participations CEJ- CTG et autres	641	620	-21	-3,28%
Autres participations (pérécolaire...)	128	130	2	1,56%
Allocations compensatrices DCRTP, TFS,FNGIR	1 494	1 552	58	3,90%
Total Dotations	7 638	7 627	-11	-0,14%
Concessions cimetières	116	120	4	3,45%
Redevances domaine public commercial	66	70	4	6,06%
Redevance occupation domaine public	205	210	5	2,44%
Autres droits de location	15	15	0	0,00%
Redevances de stationnement	371	380	9	2,43%
Forfaits post stationnement	173	175	2	1,16%
Autres redevances et recettes diverses	234	235	1	0,43%
Redevances à caractère culturel	229	230	1	0,44%
Redevances à caractère sportif	3	5	2	66,67%
Redevances à caractère de loisirs	196	200	4	2,04%
Redevances à caractère social	14	20	6	42,86%
Autres prestations de services	6	10	4	66,67%
Mise à dispo GFP rattachement	123	125	2	1,63%
Mise à dispo autres organismes	36	40	4	11,11%
Rembours. frais collectivité de rattachement	96	100	4	4,17%
Remboursements de frais d'autres redevables	605	670	65	10,74%
Produits activités annexes	7	10	3	42,86%
Total produits des services	2 496	2 615	119	4,77%
Total remboursements sur personnel	424	400	1	4,77%
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	70	41	-29	-41,43%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%
Produits activités annexes	14	15	1	7,14%
Total produits financiers	706	678	-28	-3,97%
Revenus des immeubles	833	835	2	0,24%
Redevances concessions	233	235	2	0,86%
Autres produits opérations de gestion	25	30	5	20,00%
Produits exceptionnels divers	2 641	400	-2 241	-84,85%
Total Produits de gestion courante	3 732	1 500	-2 232	-59,81%
Autres produits exceptionnels	79	80	1	1,27%
Cessions foncières	4 947			
Total produits exceptionnels	5 026	80	-4 946	-98,41%
Reprise sur provisions	167			
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	77 254	71 694	-5 560	-7,20%

Récapitulatif recettes d'ordre de fonctionnement

Elles sont représentées par les travaux en régie pour 400 K€, ces derniers étant réalisés par le personnel municipal et pouvant être assimilés comme des travaux d'investissement.

Viennent ensuite les amortissements des subventions versées, pour 100 K€.

B) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Le fonctionnement des services

Les efforts réalisés sur ce poste avaient été conséquents depuis 2015, avec des dépenses en diminution constante depuis et un point bas constaté en 2020, puis un poste qui a évolué à la hausse depuis 2021 pour atteindre en 2023 un niveau de réalisation sensiblement équivalent à celui de 2014.

Pour 2024, l'augmentation du tarif des fluides ayant impacté principalement l'année 2023, celle-ci sera moins concernée., d'autant plus que la première tranche de rénovation de l'éclairage public qui devrait être terminée au mois de juin prochain devrait avoir des effets bénéfiques sur nos niveaux de nos consommations et ce, dès 2024.

Pour autant l'enveloppe allouée restera contrainte, elle est le résultat d'un travail réalisé en étroite collaboration avec les services et en adéquation avec les arbitrages effectués.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que certaines dépenses réalisées en 2023 n'impacteront pas 2024.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Fonctionnement des services	12 642	12 745	103	0,81%

- Les charges de personnel

Les charges de personnel représenteront probablement le poste de charges avec le plus d'enjeux.

Notre hypothèse d'équilibre du budget 2024 est basée sur une évolution très limitée de la masse salariale, inférieure à celle de l'année dernière.

Pour que cet objectif soit partagé, il faut qu'il soit compréhensible par tous.

Dans ce sens, il a été convenu avec la direction des ressources humaines de dresser un bilan mensuel de l'évolution de ce poste sur les variables impactant la consommation de cette enveloppe (recrutements, heures supplémentaires, arrêts maladie).

Afin de rationaliser nos charges et amortir les impacts financiers des mesures mises en place par le gouvernement, nous sommes toujours engagés dans une stratégie qui privilégie la mobilité interne au recrutement externe quand cela est possible.

De la même façon, chaque départ à la retraite amènera une vraie réflexion sur la possibilité de pallier ce départ par une réorganisation en interne.

Malgré ce travail, il est prévu que le volume des charges de personnel connaisse une nouvelle progression de près de 3,2 %, ce qui représentera en volume + de 1 100 K€

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Charges de personnel	35 200	36 320	1 120	3,18%

- Les subventions et participations

Dans les principaux postes connaissant des évolutions, la contribution du SDIS est de nouveau revalorisée à hauteur de 4,23 % sur 2024, qui cumulé avec les 5 % d'augmentation de 2023, représentent en volume plus de 300 K€ de contribution supplémentaire de la Ville en seulement 2 ans.

Nous anticipons une augmentation des participations aux syndicats intercommunaux sur 2024 notamment pour l'enfouissement des réseaux électriques à intervenir.

Pour la subvention au CCAS elle est majorée sur 2024 pour tenir compte d'une part de l'augmentation généralisée des coûts, d'autre part du transfert de personnels de la Ville ; cette charge ayant été estimée à 75 K€ annuels, elle viendra soulager d'autant la masse salariale sur le chapitre 012.

Pour les associations, l'année 2024 sera une année charnière avec la mise en place de la délégation de service public pour la gestion des centres de loisirs, ce qui amènera probablement des changements sur les modalités de financement de ses activités.

Pour les subventions aux associations, elles sont également revalorisées ; certaines d'entre elles bénéficiant de personnel mis à disposition par la collectivité, les participations sont majorées pour couvrir cette charge, la ville sollicitant par ailleurs leur remboursement.

Les indemnités des élus sont adossées sur le même pourcentage de revalorisation que celui de la masse salariale.

Le poste des créances irrécouvrables est revalorisé à 250 K€ pour tenir compte des titres émis à l'encontre du Casino n'ayant pas fait l'objet d'un règlement.

Même si toutes les procédures de recouvrement mises en place par les services de l'Etat se poursuivent, il est d'ores et déjà nécessaire de constater comptablement une créance non recouvrée.

Sur les autres postes nous majorons les participations aux communes pour les enfants grasseois scolarisés à l'extérieur par rapport à 2023, en attendant que ces éléments se confirment avec le recensement définitif des enfants grasseois concernés.

De la même façon, la subvention versée à l'OGEC Fénelon sera amenée à évoluer en fonction du nombre d'élèves.

La progression de l'indemnité versée aux élus est corrélée avec celle de la revalorisation du point d'indice.

Enfin, comme sur les recettes, le changement de nomenclature comptable de M14 en M57 a des conséquences sur l'imputation de certaines dépenses exceptionnelles, désormais intégrées sur les charges de gestion courante.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
SDIS	3 354	3 496	142	4,23%
Syndicats intercommunaux	5	20	15	300,00%
CCAS	3 400	3 575	175	5,15%
Caisse des écoles	61	61	0	0,00%
CEJ - CTG	555	555	0	0,00%
Contrat de Ville	115	115	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	130	150	20	15,38%
Subventions aux associations	1 693	1 750	57	3,37%
OGEF Fénelon	361	360	-1	-0,28%
Indemnités élus	591	606	15	2,50%
Redevances diverses	32	35	3	9,38%
Créances irrécouvrables	37	250	213	575,68%
Opérations exceptionnelles de gestion	175	175	ns	ns
Autres charges de gestion courante	10 509	11 148	639	6,08%

- Les atténuations de produits

Le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été instauré par la loi de finances 2012 avec pour objectif de corriger les disparités de richesse entre les territoires.

Son taux est stable depuis 2016, année à laquelle il a atteint son rythme de croisière, avec un fonds qui représente aujourd'hui un volume d'environ un milliard d'euros.

C'est un fonds qui bénéficie à la majeure partie des territoires.

Pour 2023, alors que nous avions anticipé une nouvelle progression de cette charge, elle diminue par rapport à 2022 de 509 K€ à 477 K€.

Une incertitude forte pesant sur cette contribution pour les prochaines années, nous la faisons néanmoins de nouveau progresser en 2024 pour pallier toutes les éventualités

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
FPIC	477	500	23	4,82%

Pour le prélèvement lié à la loi SRU, les communes qui n'atteignent pas le taux légal de logements sociaux font l'objet d'un prélèvement annuel sur leurs ressources fiscales, ce dernier étant proportionnel au nombre de logements manquants.

Ce prélèvement est 'LE SUJET' qui nous préoccupe sur 2024, la Ville étant désormais carencée le prélèvement est majoré d'environ 90 %.

Un courrier a été adressé aux services de l'Etat pour qu'une dérogation soit accordée, d'autant plus que des éléments solides sont apportés permettant de justifier notre demande.

Néanmoins afin de pas compromettre les équilibres du budget, nous maintenons le montant du prélèvement majoré à 90 %.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
SRU	658	1 250	592	89,98%

Les enveloppes constituant la fiscalité reversée sont essentiellement constituées des reversements du produit des concessions des cimetières au CCAS et à l'hôpital.

Viennent ensuite les dégrèvements des majorations sur les taxe d'habitation sur les résidences secondaires appliquées à tort sur des ménages non éligibles, les produits de fiscalité encaissés à tort devant être reversés.

A titre d'information ce montant a représenté 20 K€ en 2023.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Fiscalité reversée	54	60	6	11,11%

- Charges financières

Les charges financières avaient été très fortement impactées sur 2023 avec la pression inflationniste des taux d'intérêt.

Les taux devraient avoir connu leur point haut l'année dernière, néanmoins nous n'anticipons pas une baisse significative sur 2024.

En dehors des taux, le volume des charges est directement lié au niveau de l'encours de dette.

Ce dernier ayant été réduit de manière importante en 2023, une baisse mécanique impactera 2024.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Charges financières	2 690	2 600	-90	-3,35%

- Charges exceptionnelles en milliers d'euros

Le passage à la M57 réaffecte une partie de ces charges sur la chapitre de gestion courante, tel est le cas notamment pour les opérations exceptionnelles de gestion inscrites à hauteur du montant dépensé en 2023, soit 175 K€.

Comme tous les ans, les provisions pour risques financiers seront actualisées en cours d'année.

Elles seront donc amenées à évoluer sur 2024, ainsi des inscriptions budgétaires complémentaires seront nécessaires, sans impact budgétaire dans la mesure où les enveloppes inscrites se neutralisent en dépenses et en recettes.

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Charges exceptionnelles et provisions	212	200	-12	-5,66%

- Récapitulatif dépenses réelles de fonctionnement

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Fonctionnement des services	12 642	12 745	103	0,81%
Charges de personnel	35 200	36 320	1 120	3,18%
SDIS	3 354	3 496	142	4,23%
Syndicats intercommunaux	5	20	15	300,00%
CCAS	3 400	3 575	175	5,15%
Caisse des écoles	61	61	0	0,00%
CEJ - CTG	534	555	21	3,93%
Contrat de Ville	116	115	-1	-0,86%
Enfants scolarisés à l'extérieur	120	150	30	25,00%
Subventions aux associations	1 725	1 750	25	1,45%
OGEC Fénelon	361	360	-1	-0,28%
Indemnités élus	591	606	15	2,50%
Redevances diverses	30	35	5	16,67%
Créances irrécouvrables	37	250	213	575,68%
Opérations exceptionnelles de gestion	175	175	0	0,00%
Autres charges de gestion courante	10 509	11 148	639	6,08%
FPIC	477	500	23	4,82%
SRU	658	1 250	592	89,98%
Fiscalité reversée	54	60	6	11,11%
Atténuations de produits	1 189	1 810	621	52,24%
Charges financières	2 690	2 600	-90	-3,35%
Charges exceptionnelles et provisions	212	200	-12	-5,66%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	62 443	64 823	2 380	3,81%

-Récapitulatif dépenses d'ordre de fonctionnement

Ces dernières représentent un volume financier conséquent, soit 10 826 K€ et il est bien évident que la restauration de notre épargne effectuée ces dernières années était nécessaire pour pouvoir les financer en section de fonctionnement.

Dans ce volume, il convient de distinguer le prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour 6 326 K€, ce dernier étant constitué par le surplus des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement au sens large, en tenant compte dans un premier temps des dépenses et recettes d'ordre mais également du résultat reporté, soit 3 454 K€.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement intègrent également l'ensemble des dotations aux amortissements des immobilisations pour 4 500 K€.

L'ensemble de ces charges sont également inscrites en recettes d'investissement, elles constituent ainsi une partie de fonds propres destinée au financement de nos investissements.

BUDGET D'INVESTISSEMENT 2024

A) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Les subventions d'équipement

Les subventions d'équipement prévisionnelles s'établissent à 2 909 K€ y compris les restes à réaliser.

Les principales opérations concernées sont :

- Palais Episcopal ;
- la Villa Fragonard ;
- le stade de Perdigon ;
- la falaise du Prado ;
- la rénovation de l'éclairage public ;
- la rénovation énergétique des écoles.

- L'emprunt

L'emprunt prévisionnel d'équilibre est plafonné à 6 505 K€, ce qui compte tenu du remboursement en capital de la dette (8 180 K€) correspond à un désendettement théorique de 1 675 K€, ce qui porterait notre encours de dette au 31 décembre 2024 à 76 108 K€.

- Les opérations déléguées

Les opérations déléguées par la Communauté d'Agglomération à la Ville, en l'occurrence les opérations que nous retrouvons également en dépenses, le campus étudiant pour 1 083 K€ et les réseaux de la place de la Médiathèque pour 338 K€.

- Les périls

Pour les périls, une enveloppe prévisionnelle de 400 K€ est inscrite au budget, qui complétée des restes à réaliser atteint 498 K€.

Les opérations qui interviendront dans l'année ne sont pas par définition connues.

-Les travaux d'office

De la même façon, pour les travaux engagés par la Ville en lieu et place des propriétaires défaillants, ceux liés aux opérations façades du centre-ville, cette créance est équivalente en montant à celle de l'enveloppe prévisionnelle inscrite en dépenses, soit 250 K€.

- Les fonds propres

L'enveloppe des fonds propres, qui constituent les ressources intrinsèques à la section d'investissement, est constituée du FCTVA d'une part pour 1 700 K€, d'autre part de la taxe d'aménagement pour 700 K€.

Les recettes liées aux plus-values des cessions des terrains devenus constructibles étant par définition extrêmement difficiles à quantifier, une enveloppe inférieure au montant perçu en 2023 est inscrite, soit 200 K€ en lieu et place des 272 K€ perçus en 2023.

Le poste créances dette récupérable pour 265 K€ est constitué par les remboursements des échéances des prêts contractés par la Ville sur des bâtiments aujourd'hui mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération dans le cadre des compétences du Musée International de la Parfumerie, du campus étudiant et de l'escrime.

Les travaux faisant l'objet d'une délégation de maîtrise d'ouvrage par la Communauté d'Agglomération ayant déjà été mandatés sur le chapitre 23, il convient d'annuler cette dépense pour 338 K€, cette opération étant désormais enregistrée sur des comptes de tiers équilibrés en dépenses et en recettes.

-Les cessions foncières

Nous retrouvons sur ce poste les recettes foncières déjà délibérées pour 165 K€, ces dernières correspondant à divers délaissés de voirie, servitudes de passage ainsi qu'à la vente d'un appartement.

<u>RECETTES INVESTISSEMENT EN K EUROS</u>	25 052
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	2 909
EMPRUNT	6 505
REFINANCEMENT	5 000
CAMPUS ETUDIANT	1 083
RESEAUX PLACES MEDIATHEQUE	338
PERILS DIVERS	498
TRAVAUX D'OFFICE FACADES	250
FONDS DE DE COMPENSATION TVA	1 700
TAXE AMENAGEMENT	700
DETTE RECUPERABLE	265
PLUS VALUES TERRAIS DEVENUES CONSTRUCTIBLES	200
ANNULATION MANDATS RESEAUX PLACES MEDIATHEQUE	338
CESSION FONCIERE	165
AFFECTATION RESULTAT	5 101

- Les recettes d'ordre

Elles sont constituées d'une part par la contrepartie des opérations d'ordre inscrites en dépenses de fonctionnement, ces dernières entre le virement de la section de fonctionnement et les dotations aux amortissements représentant un volume financier de 10 826 K€.

Par ailleurs les études à intégrer connaissant un début d'opération représentant la contrepartie financière des montants inscrits en dépenses d'investissement pour 450 K€.

B) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses d'équipement

Les objectifs du budget d'investissement 2024 s'inscrivent dans la continuité des réalisations des années précédentes :

- Poursuite d'une politique volontariste d'investissement ;
- Réhabilitation des bâtiments à forte identité patrimoniale ;
- Plan de rénovation énergétique des bâtiments ;
- Plan de rénovation énergétique des infrastructures ;
- Prolongation de la modernisation des services ;
- Poursuite du renouvellement urbain.

Dans l'objectif d'une plus grande lisibilité sur les équilibres financiers, les montants des restes à réaliser sont inclus dans les enveloppes.

Le montant des dépenses d'équipement s'établit à 15 666 K€, avec parmi les chantiers les plus importants qui seront conduits, la poursuite de la restauration des bâtiments à forte identité patrimoniale comme l'ancien Palais Episcopal, le musée d'art et d'histoire de Provence et la Villa Fragonard.

Dans les opérations structurantes, celles liées aux rénovations énergétiques des bâtiments des écoles et des infrastructures d'éclairage public.

La priorité est donnée également aux opérations d'entretien du bâti existant avec notamment le traitement du Palais des Congrès, du centre technique municipal, du transfert de services à l'ancien Lycée de Croisset et plus largement la rénovation des bâtiments administratifs et leurs mises aux normes.

Pour les infrastructures seront poursuivis les aménagements des entrées de ville dans la lignée des opérations déjà réalisées sur la route de Cannes, avec la poursuite de la requalification du boulevard Maréchal Leclerc, nous pouvons noter dans les opérations marquantes également la piétonisation du centre-ville avec l'installation de bornes escamotables.

En ce qui concerne les autres investissements, les opérations liées au renouvellement urbain constituant par elles-mêmes des opérations structurantes et notamment l'aménagement du quartier Martelly, ce dernier devant connaître le début de travaux significatifs en 2024.

Toujours dans le même secteur, la requalification des ilots dégradés se poursuit, avec celui de la médiathèque sud, toutes ces opérations s'inscrivant dans le nouveau plan de renouvellement urbain.

Le plan de rénovation des façades et des parties communes s'inscrira également dans la continuité des réalisations des années précédentes à un rythme toujours soutenu.

MONTANTS EN K EUROS	2024
<u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u>	
MODERNISATION DES SERVICES	214
EQUIPEMENT DES SERVICES	610
EQUIPEMENT DES BATIMENTS	36
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	94
DEFENSE INCENDIE	31
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	51
MOBILIER SERVICES	54
PARC AUTOMOBILE	380
<u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u>	
PALAIS EPISCOPAL	2 690
RESTAURATION MAHP	37
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	152
CATHEDRALE	10
RENOVATIONS CHAPELLES	5
RENOVATION KIOSQUE COURS	50
LOCAUX SALLE SOUS LE COURS	52
LOCAUX VISITATION	48
TRAVAUX ENERGETIQUES ECOLES	151
ECOLE PRA D'ESTANG - RENOV ENERGETIQUE	100
ECOLE SAINT EXUPERY - CONFORTEMENT	47
ECOLES ELEMENTAIRES DESAMIANPAGE	170
ECOLES CIGALES - BASTIDE VMC RADON	150
GER ECOLES/CRECHES	188
SERVICE DES FETES - REFECTON TOITURE	220
RENOVATION CTM	349
RENOVATION PALAIS CONGRES	239
RENOVATION CCAS	54
LOCAUX CROISSET	137
MAISON ASSOCIATIONS - DEMENAGEMENT	77
ECA 500 - LOCAUX ESPACES VERTS	30
ECA - 500 RENOVATION	10
RENOVATION SALLE ROTONDE	43
GER BATIMENTS - RENOVATION	300
GER SECURITE INCENDIE	229
GER FLUIDES	248
TENNIS PAOUTE RENOVATION	493
RENOVATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	93
RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS	15

MONTANTS EN K EUROS	2024
<u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u>	
ACQUISITIONS FONCIERES	95
VIDEO PROTECTION	150
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	30
EMILE ZOLA - REQUALIFICATION	90
MARECHAL LECLERC - REQUALIFICATION	512
COURS HONORE CRESP - ETANCHEITE DALLE	50
PLACES DU PETIT PUY - REQUALIFICATION	171
PLACE AUX AIRES - REQUALIFICATION	9
CHAPELLE DES CHIENS - STATIONNEMENTS	14
TRAVERSE TRACASTEL- REQUALIFICATION	63
CHASSEURS ALPINS - ROND POINT	42
PIETONNISATION CENTRE VILLE	201
RENOVATION ET GER VOIRIES	810
RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC - MGPE	1 226
GER ECLAIRAGE PUBLIC	118
GER RESEAUX DEFENSE INCENDIE	83
ENFOUISSEMENT RESEAUX ECLAIRAGE	64
ENCASTREMENT RESEAUX FACADES	10
MURS DE SOUTENEMENT ET FALAISES	170
VALLONS - OUVRAGES ET RESEAUX EAUX PLUVIALES	62
OUVRAGES D'ART	161
EXTENSION CIMETIERE ROUMIGUIERES	74
ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX	67
<u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u>	
OPAH PERMIS DE LOUER	100
FACADES ET VOLETS	450
CŒUR DE VILLE	100
PSMV/PLU	95
MARTELLY - AMENAGEMENT	1 500
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	25
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	648
NPNRU - ESPACES PUBLICS	89
ILOT MEDIATHEQUE SUD - TIERS LIEU	30
ILOTS DE GRADES NPNRU	500
TOTAL	15 666

- Les opérations déléguées

La fin de la délégation de maîtrise d'ouvrage prévue par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation des travaux au Palais de Justice, le bâtiment étant mis à disposition de la structure dans le cadre de sa compétence enseignement supérieur.

La fin des opérations principales ayant été réalisée en 2023, les restes à réaliser reportés sur 2024 représentent en dépenses plus de 344 K€.

En plus de cette opération, une autre délégation de maîtrise d'ouvrage de la CAPG vers la Ville concerne la réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement place de la Médiathèque, qui représentera 338 K€.

Montants en K Euros	2024
Campus étudiant	344
Réseaux place de la Médiathèque	338

- La dette

Le remboursement du capital de la dette existante et des emprunts prévisionnels représentera 8 180 K€ en 2024.

Sera par ailleurs prévue une enveloppe de 5 000 K€ destinée au refinancement d'une ligne de tirage déjà souscrite aujourd'hui n'ayant pas fait l'objet d'une consolidation, cette dernière opération n'ayant aucune conséquence sur notre encours de dette.

Montants en K Euros	2024
Remboursement capital de la dette	8 180
Refinancement ligne de tirage	5 000

- Les autres dépenses

Nous retrouvons dans ces dépenses toutes les opérations réalisées pour compte de tiers dans le cadre du pouvoir de police du Maire, en l'occurrence les travaux engagés par la ville dans le cadre de périls ordinaires (498 K€), ainsi que ceux engagés pour se substituer aux propriétaires défaillants dans le cadre des opérations façades (250 K€).

Ces deux postes s'équilibrent budgétairement en dépenses et en recettes.

Enfin le déficit d'investissement cumulé reporté sur 2024 représente 5 101 K€.

Montants en K Euros	2024
Travaux sur périls ordinaire	498
Travaux copropriétaires défaillants	250
Déficit reporté investissement	5 101

Les dépenses d'ordre

Elles correspondent d'une part à la contrepartie des recettes d'ordre de fonctionnement pour 500 K€, d'autre part aux études à intégrer comptablement, les opérations connaissant un début de travaux pour 450 K€.

EQUILIBRE SECTION INVESTISSEMENT OPERATIONS REELLES

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Dépense d'équipement	15 666	Subventions / amendes de police	2 909
Travaux périls	498	Travaux périls	498
Travaux d'office façades	250	Travaux d'office façades	250
Délégations Maîtrise d'Ouvrage	682	Délégations Maîtrise d'Ouvrage	1 421
Remboursement capital dette	8 180	Emprunts	6 505
Refinancement	5 000	Refinancement	5 000
		Fonds propres	3 203
		Epargne brute	6 871
		Cessions foncières	165
		Fonds de roulement	3 455
DEFICIT REPORTE	5 101	AFFECTATION	5 101
TOTAL DEPENSES	35 377	TOTAL RECETTES	35 377

5) PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS ET RATIOS

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Impôts et taxes	13 058	13 215	157	1,20%
Fiscalité directe locale	44 007	45 579	1 572	3,57%
Dotations	7 638	7 627	-11	-0,14%
Produits des services	2 496	2 615	119	4,77%
Atténuations de charges	424	400	-24	-5,66%
Produits de gestion courante	3 732	1 500	-2 232	-59,81%
Produits financiers	706	678	-28	-3,97%
Produits exceptionnels	5 026	80	-4 946	-98,41%
Reprises sur provisions	167	0	-167	-100,00%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	77 254	71 694	-5 560	-7,20%

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Fonctionnement des services	12 642	12 745	103	0,81%
Charges de personnel	35 200	36 320	1 120	3,18%
Autres charges de gestion courante	10 509	11 148	639	6,08%
Atténuations de produits	1 189	1 810	621	52,24%
Charges financières	2 690	2 600	-90	-3,35%
Charges exceptionnelles et provisions	212	200	-12	-5,66%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	62 442	64 823	2 381	3,81%

Montants en K Euros	2023	2024	Ecart	%
Epargne de gestion en K€	9 348	8 914	-434	-4,65%
Epargne brute en K€	9 864	6 871	-2 993	-30,35%
Epargne nette en K€	1 021	-2 229	-3 250	-318,36%
Encours de dette brute 31/12 en K€	77 783	76 108	-1 675	-2,15%
Ratio de désendettement en années	7,89	11,08	3,19	40,48%
Dépenses d'équipement en K€	13 110	15 666	2 556	19,50%

	2023	2024
POPULATION TOTALE	52 239	
LONGUEUR DE VOIE	193 674	
RESIDENCES SECONDAIRES	2 632	
POTENTIEL FISCAL – FRACTION DE CORRECTION	7 932 065	
POTENTIEL FISCAL 4 TAXES	65 550 566	
POTENTIEL FISCAL 4 TAXES PAR HABITANT	1 254	
POTENTIEL FINANCIER	69 432 243	
POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT	1 329	
POTENTIEL FISCAL MOYEN PAR HABITANT DE LA STRATE	1 289	
POTENTIEL FINANCIER MOYEN PAR HABITANT DE LA STRATE	1 384	
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT (POPULATION 2023)	1 195	1 241
PRODUITS DES IMPOSITIONS DIRECTES PAR LA POPULATION (POPULATION 2023)	727	756
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT (POPULATION 2023)	1 476	1 372
DEPENSES EQUIPEMENT BRUTE/POPULATION (POPULATION 2023)	251	300
DEPENSES EQUIPEMENT BRUTE/RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	17,08%	21,85%
VALEUR ENCOURS DE DETTE / POPULATION (POPULATION 2023)	1 489	1 457
DGF / POPULATION (POPULATION 2023)	88	
DEPENSES DE PERSONNEL / DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	56,37%	56,03%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET REMBT CAPITAL DE LA DETTE/RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	0,92	1,02
DETTE BRUTE / RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN %	101%	106%